

RAN HALÉVI

# LE CHAOS DE LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE

histoire  
politique  
société

# le débat

Gallimard



LE CHAOS  
DE LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE



RAN HALÉVI

LE CHAOS  
DE LA DÉMOCRATIE  
AMÉRICAINNE

CE QUE RÉVÈLE  
L'ÉMEUTE DU CAPITOLE

6 janvier 2021

**ledébat**  

---

Gallimard



*Pour Arthur et Juliette  
Oscar et Luz*



## INTRODUCTION

Il existe dans la vie des nations des moments charnières – guerres, révolutions, bouleversements politiques – qui infléchissent le cours des choses et tracent dans la trame du passé une ligne de partage entre un « avant » et un « après » ; des ruptures tumultueuses ou secrètes que leur éclat originel ou leur inscription dans la durée et les empreintes qu'elles déposent dans la mémoire élèvent à la dignité de grands événements. Chaque peuple finit par s'accorder, plus ou moins, à reconnaître les dates constitutives qui scandent son histoire. La France, avec la singulière profusion des « Journées » qui l'ont faite, ou dé faite, en est la terre d'élection. Non seulement parce que notre histoire remonte à un temps immémorial, mais encore parce que cette expérience historique, la lente transition des siècles aristocratiques aux temps démocratiques – féodalité, monarchie absolue, Lumières, Révolution, puis le long avènement républicain –, s'est construite plus qu'ailleurs à l'épreuve de violents déchirements au gré des régimes et des Constitutions : nos guerres civiles peuplent notre « roman national », histoire et mémoire mêlées, d'épisodes édifiants dont nous n'avons cessé de disputer le sens.

Toutes les nations sont appelées à passer au crible du savoir et des souvenirs les événements qui les ont « faites », pour les célébrer ou les déplorer. Mais ce n'est sans doute pas un hasard s'il n'existe pas aux États-Unis une collection d'ouvrages sur les « journées qui ont fait l'Amérique » – et pas davantage en Angleterre qui a « réglé » ses guerres civiles par une Glorieuse Révolution, avant d'entamer, à pas comptés, sa longue marche vers la démocratie. Il est vrai que les Américains forment une jeune nation dont le magasin des souvenirs et des oublis paraît moins surchargé que le nôtre. Et que leur récit national n'avait pas à accommoder deux traditions antagonistes – la France d'Ancien Régime et celle issue de la Révolution – qui entretenaient nos fractures nationales. Le patrimoine mémoriel des Américains est déposé, comme le dit Tocqueville, dans leur berceau<sup>1</sup> ; il se lit dans les promesses de sa Fondation, de l'installation des premières colonies à l'Indépendance, qui éclipsa pendant longtemps – et pour ainsi dire incorpora – les époques et les événements qui la suivirent : c'est dans la commémoration de cette scène originelle que des générations d'Américains reconnaissaient, et célébraient, du moins jusqu'à une date récente, leur « exceptionnalisme » national.

Si l'on demande en effet à un Américain d'énumérer les moments fondateurs (*defining moments*) de l'histoire de son pays, il s'en tiendra spontanément, pour peu que l'exercice lui paraisse avoir un sens, aux dates infaillibles qui participent de cette Fondation : l'arrivée des premiers pèlerins sur les rivages du Nouveau Monde, la Déclaration d'indépendance, l'adoption de la Constitution fédérale, puis la guerre de Sécession dont on peut considérer

1. *De la démocratie en Amérique*, t. I, première partie, chapitre II.

la conclusion comme une nouvelle naissance de la nation américaine... Il sera probablement plus hésitant sur le reste, j'ai pu moi-même le vérifier, encore que l'histoire des États-Unis ne manque pas d'événements de grande conséquence – l'abolition de l'esclavage (The Emancipation Proclamation, septembre 1862, complétée par les amendements à la Constitution fédérale, 1865-1870), ou l'institution du New Deal (1933), ou l'assassinat du président Kennedy (23 novembre 1963), ou le Civil Rights Act (1964) qui mit fin à toute forme de ségrégation et de discrimination, puis le Voting Rights Act (1965) qui interdit la discrimination raciale dans l'exercice du droit de vote, ou encore le 11-Septembre...

Récemment, signe des temps, une équipe de journalistes « éveillés », au terme d'une longue enquête, notifia aux Américains que la vraie fondation du pays remontait à août 1619, date de l'arrivée d'une vingtaine d'esclaves africains sur les côtes de Virginie, et, partant, que l'objet de la Révolution américaine n'était pas de consacrer la liberté et d'asseoir l'indépendance nationale sur le droit naturel, mais de défendre l'esclavage<sup>1</sup>. C'est une erreur, expliquait le préfacier de ce « Projet 1619 », erreur qu'il assimilait à un abus historique et une faute morale, de rapporter cette naissance à la Déclaration d'indépendance qu'on célèbre unanimement et qu'on apprend aux écoliers à vénérer ; c'est en 1619 que se nouèrent « les contradictions originales » qui allaient définir l'histoire des États-Unis ; et c'est à partir de l'esclavage et du racisme que devait par la suite se constituer « tout ce qui rend l'Amérique exceptionnelle ». Lesdites « contradictions », pourtant, n'existaient ni en 1619 ni en 1776. Et les augustes principes de la Déclaration

1. « The 1619 Project », *The New York Times Magazine*, août 2019.

d'indépendance ne perdaient rien de leur ascendant, hier comme aujourd'hui, du fait de n'avoir pas été toujours respectés ; pas plus que l'exceptionnalisme américain ne pouvait se ramener à la question noire et au combat contre le racisme. Les assertions hasardeuses, les inexactitudes et les invraisemblances qui émaillent cette thèse en quête de corroborations introuvables – et très critiquée par d'éminents historiens – ne lui promettent guère une longue postérité<sup>1</sup> : sans doute était-ce trop présumer de la ductilité des Américains invités à entériner sur commande une fondation obscure dont naguère encore ils n'avaient jamais entendu parler.



Et l'émeute du Capitole ? Elle paraît à l'évidence moins tragique que l'effondrement apocalyptique des tours jumelles et les calamités en chaîne que les suites des attentats du 11-Septembre allaient infliger à des millions de personnes dans le monde : ne serait-ce que par sa résonance intime avec l'internationalisation du terrorisme, le tonnerre du 11-Septembre prolonge ses lendemains jusqu'à nous. Car la portée d'un événement ne se mesure pas seulement au bilan des victimes et des destructions qu'il produit. Elle se laisse apercevoir dans le retentissement et les empreintes qu'il imprime dans les tréfonds de la conscience nationale. Or, l'événement du 6 janvier 2021 a de quoi laisser perplexe et continue à diviser l'opinion américaine.

1. Voir notamment James McPherson, entretien donné au World Socialist Web Site, 14 novembre 2019 ; Sean Wilentz, « A Matter of Facts », *The Atlantic*, 22 janvier 2020 ; Leslie Harris, « I Helped Fact-Check the 1619 Project. The Times Ignored Me », *Politico*, 3 juin 2020 ; et l'analyse de Bret Stephens, « The 1619 Chronicles », *The New York Times*, 9 octobre 2019.

Les faits, aujourd'hui bien connus et surabondamment documentés, peuvent tenir en quelques phrases : ce jour-là, en début d'après-midi par temps glacial, une centaine de milliers de manifestants se rassemblent dans le parc de l'Ellipse qui jouxte la Maison-Blanche. Ils entendent exprimer leur soutien au président sortant qui venait de manquer sa réélection, dont il continue à contester les résultats : « Arrêter le vol », tel est le mot d'ordre du rassemblement. Au terme d'un long discours, ce dernier invite la foule à porter sa protestation au Congrès qui est alors réuni en séance plénière sous l'autorité du vice-président pour vérifier la validation du scrutin présidentiel, État par État, de l'Alabama au Wyoming, avec tout le décorum qui entoure cette procédure traditionnelle. Arrivés devant le Capitole, gardé par un contingent visiblement insuffisant et mal préparé, quelque huit cents manifestants cherchent à s'emparer des lieux. Armés des insignes portant le nom du président et des slogans devenus sa marque de fabrique – « arrêter le vol », « rendre sa grandeur à l'Amérique » –, ils parviennent à forcer les grilles de protection et à braver le faible dispositif de sécurité, puis à s'introduire dans l'immeuble. Ils y commettent des déprédations, fauchent des documents et du matériel informatique, s'offrent des souvenirs dans les bureaux de certains élus, celui notamment de la présidente de la Chambre des représentants dont ils espèrent se saisir, et manquent de faire irruption dans la salle où sénateurs et représentants sont en train de délibérer. La procédure de certification est suspendue. Les membres du Congrès cherchent refuge ou sont évacués par des agents fédéraux vers un abri sûr. Ces scènes chaotiques de violence, de vandalisme et d'allégresse, filmées par les émeutiers, sont relayées presque en temps réel dans les médias et les réseaux sociaux, cependant que M. Trump,

méjugeant apparemment, ou réticent à mesurer, la gravité de l'insurrection qu'il observe à la télévision, tweete son « amour » pour ses auteurs, « des gens très exceptionnels », et reste sourd aux implorations paniquées de son entourage familial et de plusieurs élus de désavouer les violences et d'appeler au calme – il mettra longtemps à s'y résoudre. L'occupation du Capitole aura duré plus de quatre heures, avant que les forces de police et de la Garde nationale venues en renfort parviennent à évacuer les lieux et à rétablir l'ordre au sein et aux alentours du Congrès.

Cette insurrection sans repères produit une onde de choc à travers le pays, stupeur, révolulsion et vive réprobation, sans pour autant réconcilier tant soit peu les Américains, plus que jamais « divisés contre eux-mêmes », pour citer le mot fameux d'Abraham Lincoln. Sans même les accorder sur le sens de l'événement qu'ils viennent de vivre et encore moins sur les suites qu'il eût fallu lui donner. Un sondage publié une semaine après l'émeute révélait que si neuf Américains sur dix condamnaient l'attaque, seuls 62 % y voyaient une menace pour la démocratie, dont 93 % d'électeurs démocrates mais 27 % de républicains ; que 57 % des sondés en attribuaient une responsabilité notable ou certaine au président qu'ils estimaient, dans les mêmes proportions, justiciable d'un procès en destitution, alors que 85 % des républicains s'y déclaraient opposés.

Émeute, insurrection, putsch manqué, voire coup d'État... Donald Trump et ses partisans parlaient sobrement, on le sait, d'un rassemblement démocratique qui a mal tourné, ce qui n'explique pas grand-chose, car tout se tient précisément dans l'interprétation qu'on veut se faire de ce qui a tourné mal effectivement ce jour-là, en regard de la loi, des conventions politiques, des traditions

et des usages qui gouvernent la démocratie américaine. On pourrait néanmoins plaider qu'il s'agit d'un intermède manqué qui n'a rien détruit au fond ni rien créé, puisque l'épisode, certes spectaculaire mais rapidement clos, n'eut finalement aucune incidence sur la marche des institutions : la délibération du Congrès reprit son cours, la certification – que cent quarante-sept élus républicains persistèrent toutefois à contester même après l'émeute – alla au bout de la procédure, l'élection du nouveau président fut validée et, deux semaines plus tard, son investiture devait suivre à la lettre les formes immuables qui règlent cette cérémonie. Quant aux auteurs des désordres, ils allaient être progressivement identifiés, interpellés et mis en examen en attendant de répondre de leurs actes devant les tribunaux – quelque six cents arrestations suivant les données fournies en juillet 2021 par le ministère de la Justice, et le chiffre continue de grossir.

Seulement, l'importance d'une telle crise ne se résume pas aux seuls effets immédiats qu'elle peut avoir, ou non, sur les procédures démocratiques ; et pas davantage au nombre des ingrédients canoniques qui fabriquent un grand événement, dont elle peut se prévaloir. Les Américains n'avaient nul besoin d'en faire l'inventaire pour éprouver d'emblée le sentiment, comme au lendemain du 11-Septembre précisément, d'avoir subi en direct un traumatisme national ; se persuader que rien ne serait plus tout à fait comme avant ; percevoir, ou pressentir, que l'assaut contre leurs représentants élus dans l'enceinte où s'incarne la légitimité démocratique, sans précédent depuis deux cent vingt-quatre ans, avait attenté aux principes de leur être-ensemble, bafoué l'esprit des lois et souillé leur récit national. Ils pouvaient également observer que cette insurrection échevelée, ingouvernable, exposait la liberté

et la démocratie elle-même à des conséquences autrement redoutables, évitées de justesse par un bienveillant hasard, mais qui n'eussent pas manqué de se produire si les émeutiers étaient parvenus à pénétrer dans la salle où se tenait la séance ; s'ils avaient croisé en chemin – ce qui faillit se produire – un représentant dont les opinions ne seyaient pas à leurs préventions ; si leur face-à-face avec les agents de sécurité avait dégénéré par un engrenage fatal en une cohue beaucoup plus meurtrière que ne l'a été finalement le bilan de cette journée, cinq morts dont un policier et cent quarante blessés. Certains virent dans l'événement l'aboutissement de quatre années d'une présidence orange, houspillée par un homme baigné dans les habitudes de la désinformation, l'intimidation et l'indifférence aux formes légales, dont les méthodes transgressives auraient fini par libérer des violences qu'il put donner l'impression d'avouer, plus d'une fois.

L'assaut contre le Capitole ne s'en tient pas à l'unité de temps et de lieu de son déroulement proprement dit, pas plus qu'il ne peut se réduire aux actes et aux excès qui scandaient ces quelques heures de tumulte et de licence. Il s'inscrit dans une chronologie qui se prolonge en aval au moins jusqu'à la mise en accusation de Donald Trump par les procureurs de la Chambre des représentants, son jugement puis son acquittement par le Sénat ; et remonte en amont jusqu'à l'élection présidentielle de 2016, voire à la campagne des primaires du Parti républicain où M. Trump fit ses premières armes avant de les emporter brillamment à la surprise générale.

Mais la portée de la journée du 6 janvier va plus loin et plus profond. L'événement aura été le symptôme exorbitant, la flambée imprévisible des tendances à l'œuvre qui consomment la démocratie américaine depuis trente ans. Il

**RAN HALÉVI**

# **LE CHAOS DE LA DÉMOCRATIE AMÉRICAIN**

## **CE QUE RÉVÈLE L'ÉMEUTE DU CAPITOLE**

Le 6 janvier 2021, une foule envahit l'enceinte du Congrès américain où représentants et sénateurs vérifient la validation de l'élection présidentielle. Cette insurrection effrénée et sans repères n'a rien aboli, rien créé, rien obtenu. Mais elle a frappé de stupeur et continue de hanter une Amérique plus que jamais « divisée contre elle-même ».

Au miroir de cet événement chaotique, ce livre interroge plusieurs tendances à l'œuvre au sein de la démocratie américaine. Une polarisation partisane et identitaire qui rend une partie de l'Amérique étrangère à l'autre. La désintégration des normes héritées, des conventions et des usages qui ont longtemps gouverné la vie publique. Le rôle aussi de la post-vérité — et de la présidence Trump en particulier — dans l'escalade de la guerre culturelle à laquelle se livrent les Américains. Ou encore la convergence des extrêmes, « wokisme » et populisme, qui défient de conserver la démocratie au nom de ses propres principes.

Aujourd'hui comme hier, c'est en Amérique que ces ferments corrosifs se donnent le mieux à observer, dans le chaudron des passions qui agitent cette nation hospitalière aux expériences que les progrès de l'égalité ne cessent de suggérer à l'imagination. Les problèmes qui affectent notre démocratie sont, pour certains, de nature comparable, assez en tout cas pour qu'on veuille rechercher, à la faveur de l'émeute du 6 janvier, ce que l'Amérique peut encore nous apprendre sur nous-mêmes.

R. H.



**Le chaos de la démocratie  
américaine**  
Ran Halévi

Cette édition électronique du livre  
*Le chaos de la démocratie américaine* de Ran Halévi  
a été réalisée le 7 décembre 2021 par les Éditions Gallimard.  
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN : 9782072973307 - Numéro d'édition : 431500).  
Code Sodis : U42914 - ISBN : 9782072973338.  
Numéro d'édition : 431503.